



Administration communale
de BISSEN

Le conseil communal est prié de se présenter **Mardi, le 23 mai 2023 à 13.30 heures** dans la salle des fêtes du « Veräinshaus » pour délibérer sur les points suivants:

- 1) **Approbation provisoire de l'organisation scolaire 2023/2024**
 - 2) **Avis du Conseil communal sur le relevé des candidatures à un poste vacant d'institutrice ou d'instituteur auprès de la commune de Bissen**
 - a) C1 1p 100% A 23-24
 - b) C2-4 2p 100%
 - c) C2-4 1p 50% A 23-24
 - 3) **Approbation de l'état des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2022**
 - 4) **Réponses au rapport de vérification du compte administratif de l'exercice 2021 de la commune de Bissen**
 - 5) **Approbation des comptes de l'exercice 2021**
 - 6) **Modification des statuts du Sicona – Approbation – Rectificatif**
 - 7) **Concept de réduction de la pollution lumineuse, dans l'intérêt de la protection de la faune de la commune de Bissen, dans le cadre du Pacte Nature, selon le point 2.17 du catalogue des mesures du Pacte Nature - Décision**
 - 8) **Création de poste B1 – recette communale**
 - 9) **Approbation du contrat collectif des ouvriers de la commune de Bissen**
 - 10) **Approbation d'un contrat de prestation de service de transport de nuit « night card »**
 - 11) **Approbation de plusieurs règlements de circulation**
 - 12) **Approbation de plusieurs titres de recette**
 - 13) **Approbation de plusieurs concessions funéraires**
- Huis clos
- 14) **Changement de carrière d'un salarié à tâche manuelle**

Bissen, le 12 mai 2023

Pour le collège des bourgmestre et échevins

Le secrétaire communal,

Le bourgmestre,

Article 18 de la loi communale du 13 décembre 1988

Le conseil ne peut prendre de résolution, si la majorité de ses membres en fonctions n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par les articles 12 et 13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu, en outre la troisième convocation rappellera textuellement les

deux premières dispositions du présent article. Un membre du conseil qui, sans motif légitime, n'aura pas été présent à trois séances consécutives pourra, sur la proposition du conseil, être déclaré démissionnaire par le ministre de l'Intérieur.